

Suisse

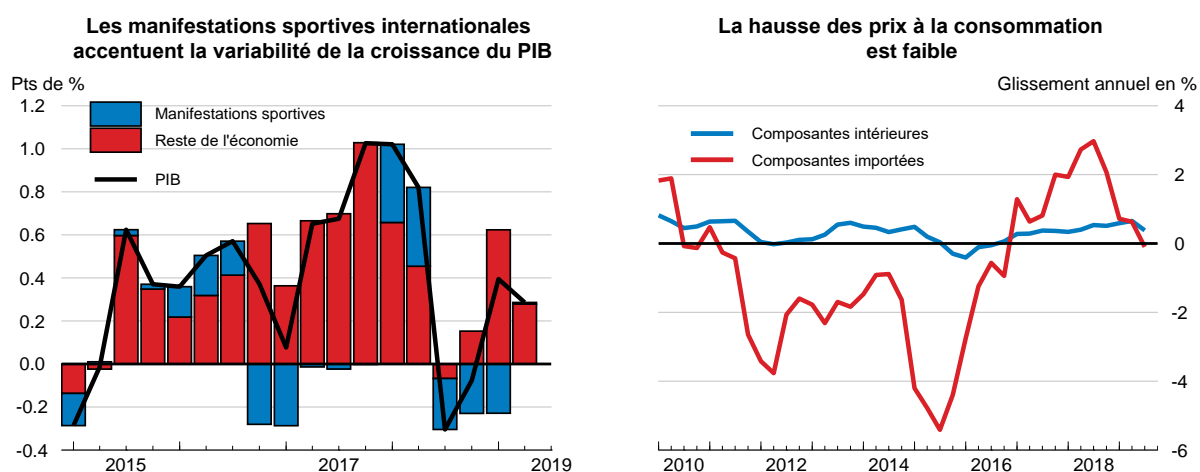
Après avoir ralenti en 2019, la croissance économique devrait se redresser en 2020-21. La consommation privée restera résiliente, étayée par la faiblesse du chômage. La morosité de l'environnement mondial pèsera sur l'investissement et les échanges, mais l'excédent des paiements courants demeurera conséquent. Les manifestations sportives internationales renforceront les exportations de services et, partant, la croissance en 2020. L'inflation sera modérée suite à la récente appréciation du franc suisse, mais augmentera légèrement en 2021.

La politique monétaire restera très accommodante, avec un taux directeur qui devrait être maintenu à -0.75 % au cours des deux prochaines années. La politique budgétaire aura une orientation expansionniste en 2020. Des réformes s'imposent pour faire face au vieillissement démographique et préserver le niveau élevé de bien-être. Un relèvement de l'âge légal de la retraite réduirait les dépenses publiques dans l'avenir, limiterait le recul attendu de la population active et contribuerait à préserver le niveau de vie des retraités.

La croissance a ralenti

La croissance globale du PIB a connu une nette diminution en 2019, due en partie aux effets de manifestations sportives internationales bisannuelles, qui gonflent considérablement le produit intérieur brut chaque année paire. Ce phénomène est imputable aux recettes provenant des licences, brevets et droits connexes qui sont enregistrées au titre des exportations de services en Suisse, dans la mesure où les fédérations internationales organisatrices de ces manifestations y ont leur siège. Néanmoins, l'atonie de l'investissement et la morosité de l'environnement mondial freinent également la croissance, la confiance des entreprises et celle des consommateurs étant inférieures à leur niveau moyen sur longue période.

Suisse



Source : Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ; et Office fédéral de la statistique (OFS).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045981>

Suisse : Demande, production et prix

Suisse	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	661.6	1.9	2.8	0.8	1.4	1.0
Consommation privée	353.2	1.3	1.0	1.1	1.4	1.5
Consommation publique	79.4	1.2	0.3	1.1	1.1	1.2
Formation brute de capital fixe	158.2	3.5	1.1	0.4	1.5	1.5
Demande intérieure finale	590.7	1.8	0.9	0.9	1.4	1.5
Variation des stocks ¹	- 5.7	0.0	-0.1	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	585.0	1.7	0.8	0.9	1.5	1.5
Exportations de biens et services	435.0	0.0	2.9	-0.4	2.7	1.9
Importations de biens et services	358.4	-0.5	-0.3	-0.6	3.3	2.8
Exportations nettes ¹	76.6	0.3	2.0	0.1	0.0	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.6	0.3	0.7	0.7	1.1
Indice des prix à la consommation	—	0.5	0.9	0.4	0.4	1.0
IPC sous-jacent ²	—	0.3	0.5	0.5	0.4	1.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	4.7	4.5	4.5	4.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	17.3	17.3	17.6	17.6	17.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	1.2	1.4	1.2	1.0	0.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	42.9	41.8	40.7	40.0	39.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	6.5	10.5	10.4	10.1	9.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046912>

Le taux de chômage demeure bas et la croissance des salaires est en train de se redresser. L'inflation est modérée en raison du recul de l'inflation intérieure et importée. La récente appréciation du franc suisse nuit à la compétitivité de l'économie, abstraction faite des secteurs moins sensibles aux prix tels que l'industrie pharmaceutique, mais l'excédent des paiements courants demeure considérable.

L'orientation des politiques macroéconomiques va devenir plus expansionniste

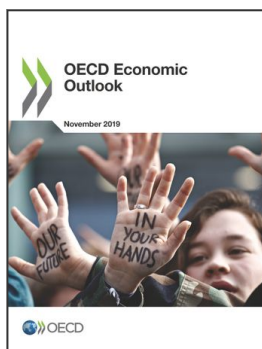
La politique monétaire est expansionniste depuis la crise financière mondiale, et le taux de référence utilisé pour la conduite de la politique monétaire est négatif depuis 2015 et se situe aux alentours de -0.75 %. Cette faiblesse des taux pèse sur les marges d'intérêt nettes des banques ainsi que sur les rendements des caisses de pension et des sociétés d'assurance-vie. Une partie des dépôts à vue auprès de la banque centrale sont exemptés de l'application de taux négatifs, ce qui allège la charge pesant sur le secteur bancaire ; le seuil a été relevé en novembre. La baisse des rendements entraîne également une plus forte exposition des établissements financiers au secteur immobilier. Les prix des logements continuent d'augmenter plus rapidement que les loyers et les revenus, et le crédit hypothécaire a rebondi. Malgré le récent durcissement des dispositions d'autorégulation des banques en matière de quotité de financement (ratio prêt/valeur du bien) maximale, il est nécessaire de mettre en place un cadre formel fixant des limites de prêt, qui devrait être appliqué selon le principe « se conformer ou s'expliquer ».

En 2020, la politique budgétaire expansionniste va réduire l'excédent budgétaire, dans la mesure où la réforme de l'impôt sur les sociétés va se traduire par une diminution des recettes fiscales. Le bas niveau de la dette publique offre des marges de manœuvre budgétaires pour stimuler l'économie en cas de besoin. Néanmoins, le vieillissement démographique va exercer des tensions sur les dépenses de retraite et de santé à moyen terme. Harmoniser l'âge légal de la retraite à 65 ans pour les deux sexes, puis le porter progressivement à 67 ans, et enfin l'indexer sur l'espérance de vie serait bénéfique pour le système de retraite, ainsi que pour la croissance et les revenus. Accroître le poids de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans la structure fiscale tout en allégeant celui de l'impôt sur le revenu des personnes physiques permettrait de réduire l'impact du vieillissement démographique sur les recettes publiques. La baisse d'impôt sur le revenu prévue pour les deuxièmes apporteurs de revenu réduira les contre-incitations au travail.

Les pénuries de compétences s'accroissent, notamment dans les domaines liés à l'informatique, entravant l'expansion des entreprises et l'absorption des nouvelles technologies. Assouplir les procédures d'immigration pour les personnes originaires de pays non membres de l'Union européenne (UE) atténuerait les pénuries de compétences. Promouvoir les formations scientifiques et techniques, en particulier chez les femmes, permettrait aussi d'accroître l'offre à moyen terme. La requalification et l'amélioration des compétences peuvent réduire ces phénomènes de pénurie et permettre d'éviter que des travailleurs ne soient laissés pour compte dans le cadre de la transformation numérique.

Des facteurs externes freineront la croissance

La croissance sous-jacente devrait rester modeste, la morosité de l'environnement mondial pesant sur les échanges et l'investissement. Néanmoins, les effets des manifestations sportives internationales vont tirer la croissance globale vers le haut en 2020, puis vers le bas en 2021. La consommation privée va se raffermir, grâce à la faiblesse du chômage et au regain de croissance des salaires. L'économie suisse pourrait être moins affectée qu'on ne le prévoit par l'atonie de la croissance des échanges mondiaux, grâce à sa spécialisation grandissante dans l'industrie pharmaceutique, même si des secteurs exportateurs à plus forte intensité de main-d'œuvre pourraient perdre du terrain. Une exacerbation des tensions commerciales mondiales ayant de nouvelles répercussions sur l'Europe pourrait avoir des effets d'entraînement importants sur les secteurs exportateurs de l'économie suisse. L'incertitude qui entoure les négociations relatives à un accord-cadre institutionnel avec l'UE pourrait avoir un effet préjudiciable sur l'investissement et la confiance des entreprises.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d1b73833-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.